

COMMISSIE VOOR DE
INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE
OVERHEIDSBEDRIJVEN

van

DINSDAG 23 JUNI 2015

Namiddag

COMMISSION DE
L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES
ENTREPRISES PUBLIQUES

du

MARDI 23 JUIN 2015

Après-midi

Le développement des questions et interpellations commence à 15.37 heures. La réunion est présidée par Mme Karine Lalieux.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.37 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

01 Vraag van de heer David Geerts aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de alliantie tussen KPN en Proximus" (nr. 4183)

01 Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'alliance entre KPN et Proximus" (n° 4183)

01.01 David Geerts (sp.a): Mijnheer de minister, naar aanleiding van de verkoop van Base aan Telenet lieten de Nederlanders weten dat zij een samenwerking tussen KPN en Proximus wel zien zitten. Ik refereer telkenmale aan de hoorzitting die wij in ons gebouw hadden met mevrouw Leroy en de heer De Clerck. Zij merkten toen op dat het bedrijf nu goed functioneert en dat een verkoop of privatisering dus geen goede zaak zou zijn. Een verkoop lijkt ook niet aan de orde, aangezien de meeste operatoren zich op de nationale markt terugplooiën.

Een mogelijk fusie zou het risico op een duopolie versterken, waardoor de kleine spelers het moeilijk krijgen om op die markt te komen of te overleven.

Was het alleen krantenpraat? Of hebt u effectief weet van enige mogelijke toenadering tussen KPN en Proximus? Zo ja, wat is het standpunt van de regering en wat is het standpunt van het bedrijf zelf?

01.02 Minister Alexander De Croo: Noch mijn kabinet noch Proximus beschikt over enige informatie betreffende een eventuele toenadering tussen KPN en Proximus. Het onderwerp werd dan ook niet besproken door de federale regering of de raad van bestuur van Proximus.

01.03 David Geerts (sp.a): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoord. Het was dus krantenpraat.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Questions jointes de

- Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le projet de désengagement de l'État dans Belgacom et bpost" (n° 4192)

- Mme Vanessa Matz au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la grève au centre de tri d'Awans" (n° 4415)

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het voornemen van de Staat om het meerderheidsbelang in Belgacom en bpost af te bouwen" (nr. 4192)
- mevrouw Vanessa Matz aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de staking in het sorteercentrum in Awans" (nr. 4415)

02.01 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, cette question a été déposée, il y a longtemps, au début du mois de mai.

La presse rapporte que vous allez autoriser le gouvernement à diminuer la participation de l'État dans les entreprises publiques en deçà de 50 %. À terme, si je comprends bien, ce gouvernement compte se débarrasser, pour des raisons purement idéologiques et en dépit de toute logique économique, de deux grandes entreprises publiques performantes.

En réalité, sous couvert d'une volonté de garder toutes les options prétendument ouvertes, vous privez les citoyens d'un débat public au parlement; en effet, si l'avant-projet de loi est finalisé, vous n'aurez plus qu'à convaincre les membres de notre assemblée.

Plus encore, ce texte, selon la presse, permettra de mettre fin à la limitation des salaires des top managers, qu'il y ait revente ou non de l'entreprise publique. Finalement, vous avez réussi à imposer votre vision à M. Michel qui vous avait contredit en fin d'année dernière sur ce point.

De façon générale, même sans privatisation, il semble que votre ambition est de désengager l'État de ses responsabilités d'actionnaire majoritaire. Vous abandonnez la gestion de ces entreprises aux seules lois du marché en dépit de leurs rôles sociaux et sociétaux. Pourtant, ces sociétés appartiennent à l'État et il est donc fondamental qu'elles rendent des comptes à tous ses citoyens.

Quand comptez-vous déposer ce projet de loi?

N'estimez-vous pas que la décision de vendre les parts majoritaires de l'État devrait être prise au Parlement fédéral?

Selon vous, y a-t-il encore des raisons qui s'opposent à la revente des parts majoritaires de Proximus et de bpost?

Les entreprises publiques n'ont-elles pas des rôles spécifiques à jouer au sein de notre société?

Confirmez-vous l'intention du gouvernement de déplaçonner les salaires des CEO?

02.02 Alexander De Croo, ministre: Chère collègue, comme vous le savez, entre-temps, un avenant à l'avant-projet de loi a été approuvé par le Conseil des ministres le 8 mai dernier. L'avant-projet de loi sera déposé comme il se doit à la Chambre après obtention de l'avis du Conseil d'État et de la commission des Entreprises publiques, après une deuxième lecture en Conseil des ministres.

L'objet de cet avant-projet de loi est de fixer le cadre dans lequel la participation des autorités publiques dans les entreprises publiques cotées en bourse (bpost et Proximus) pourrait éventuellement descendre en dessous du seuil de 50 % plus 1. Il est important de noter qu'il s'agit uniquement de changer un élément juridique qui impose un seuil minimal de 50 % plus une action.

Il ne s'agit donc pas d'une décision effective de réduire la participation des autorités publiques d'une manière ou d'une autre. Ce sont deux débats distincts. Le premier aura lieu prochainement au parlement. Le second, le cas échéant, au sein du gouvernement. La question de savoir si une décision de descendre en dessous du seuil de 50 % plus une action doit être prise au Parlement fédéral et pourra être débattue à ce moment-là. Sachez que cette manière de procéder, c'est-à-dire via un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, a déjà été examinée dans le cas de BIAC.

Je conclurai en vous rappelant mon étonnement quant à la critique venant de votre parti, parce que je me rappelle une certaine phrase: "Je n'ai pas de blocage idéologique à ce sujet. Je ne me braque pas sur un maintien des 51 %." Ces mots ont été prononcés le 12 janvier 2013 par M. Paul Magnette, alors président de parti faisant fonction. Je rejoins tout à fait M. Magnette à cet égard. Nous n'avons pas de blocage

idéologique. Ce qu'il nous faut, ce sont des entreprises fortes, capables d'affronter la concurrence à armes égales, d'offrir un service de qualité et soucieuses de leurs travailleurs.

Les entreprises publiques cotées en bourse, ce qui est aussi le cas de bpost et de Proximus, requièrent un alignement du mode de nomination et de fonctionnement des organes de gestion sur les règles ordinaires de *corporate governance* applicables aux sociétés cotées en bourse. L'idée sous-jacente est qu'il convient que les autorités publiques exercent leur influence par les canaux ordinaires du droit des sociétés, à savoir via le droit de vote à l'assemblée générale et par l'intermédiaire des membres du conseil d'administration nommés sur leur proposition. Il en va de même pour une décision concernant la rémunération de l'administrateur délégué.

02.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Je ne suis pas tenue par les propos d'un ancien président de parti faisant fonction. Le président de parti actuel, qui a été réélu, est opposé à une diminution des parts de l'État dans les entreprises publiques sous la barre des 50 %.

Aujourd'hui, Proximus et bpost sont des entreprises fortes qui rendent également des missions de service public et sociétales importantes.

Selon moi, un actionnaire étatique est un actionnaire stable qui permet des investissements. Je pense ici à l'investissement d'un milliard pour Proximus. Si une telle société doit tenir compte d'autres actionnaires, son objectif ne pourra pas être le même en matière d'investissements et de développement des missions de service public ou des missions envers la Belgique. En effet, son objectif sera plutôt la rentabilité. C'est la raison pour laquelle j'estime que cela représente un danger pour ces deux entreprises.

Par ailleurs, l'idée du plafonnement du salaire des CEO qui avait atteint un sommet record pour ce qui concerne, en tout cas, Belgacom, a été un très bon signal envoyé aux travailleurs. Vous savez que nous sommes favorables à une limitation dudit salaire et à ce qu'il ne puisse pas être plus de 30 fois supérieur au salaire de base. En effet, il est ici question d'équité et de justice sociale.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het toewijzen van PostPunten" (nr. 4531)

03 Question de Mme Ann Vanheste au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'attribution de Points Poste" (n° 4531)

03.01 Ann Vanheste (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, bpost zet op dit moment in op het gemakkelijk verzenden en ontvangen van postpakketten via onder andere PostPunten. Dat is een goede evolutie, vermits er steeds vaker online aankopen worden gedaan.

Zoals bij elke dienstverlening van een overheidsbedrijf verwacht ik dat ze voor iedereen toegankelijk is.

Ik heb vernomen dat werd geweigerd in Lissewege en Koolkerke een PostPunt te openen. Dat zijn twee veeleer afgelegen deelgemeenten van Brugge.

De postkantoren in de buurt zijn er gesloten. Er werd reeds serieus gesnoeid in het openbaar vervoer. Zeker voor de oudere inwoners is het niet evident om steeds het centrum te bereiken. Een PostPunt kan in dat geval voor die mensen een oplossing bieden.

Lissewege en Koolkerke zijn een schoolvoorbeeld voor zoveel Belgische gemeenten. Ze zijn heel levend, maar het zijn geen centrumsteden. Daarom wordt de openbare dienstverlening in eigen dorp er geweigerd. Er wordt van de inwoners verwacht dat zij een tiental kilometer verder gaan.

Mijnheer de minister, dat is een radicaal foute veronderstelling. Niet iedereen heeft die mogelijkheid. Bovendien zou een overheidsbedrijf er voor alle burgers moeten zijn. In de gemeenten waar eerder het postkantoor werd gesloten, moet extra aandacht aan alternatieven worden geschonken.

Mijnheer de minister, mijn vragen aan u zijn de volgende.

Weet u wat de redenen zijn voor het afwijzen van PostPunten in Lissewege en Koolkerke?

Wat zijn de criteria voor het toewijzen van een PostPunt?

Is er een spreidingsplan of zijn er regels met betrekking tot de bevolkingsdichtheid?

Hoe zal u garanderen dat de wijken zonder postkantoor toch optimaal van een dienstverlening van bpost gebruik kunnen maken?

03.02 Minister **Alexander De Croo**: Mevrouw de voorzitter, bpost doet een permanente monitoring van de klantenactiviteiten in de verschillende postkantoren. PostPunten in de omgeving worden enkel toegevoegd, indien er momenteel een behoefte aan een bijkomend servicepunt is. Dat is naar de mening van bpost hier niet het geval.

Bpost streeft met het netwerk van postkantoren en PostPunten naar een optimale spreiding van zijn dienstverlening. Daarbij moeten de criteria op het vlak van het aantal en de geografische spreiding, die in de wet van 1991 en in het beheerscontract zijn opgenomen, worden gerespecteerd.

Met het netwerk van 669 postkantoren en 675 PostPunten en een dekkingsgraad die hoger is dan 99 %, voldoet bpost ruimschoots aan die criteria.

Bovendien zijn de resultaten van de monitoring van de klantenactiviteit in het netwerk alsook de peilingen naar de klantenbehoeften bepalend voor de inrichting van bijkomende servicepunten.

03.03 **Ann Vanheste** (sp.a): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord. Op papier is dat allemaal heel mooi, maar wees maar eens een inwoner van die gemeenten. Het openbaar vervoer is er ook al verminderd. Hoe moeten die mensen dan aan een postpakket geraken?

03.04 Minister **Alexander De Croo**: Men kan bepaalde regels opleggen aan bpost en die zijn opgelegd via het beheerscontract. Als die gerespecteerd worden, kan ik daar voorts eigenlijk weinig in tussenkomen.

03.05 **Ann Vanheste** (sp.a): Ik begrijp dat wel, maar ik meen dat het misschien een tool is om eens bij stil te staan en dat men een oplossing moet zoeken voor dergelijke kleine gemeentes.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de guest wifi" (nr. 4726)**

04 **Question de M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'accès au réseau wifi dans les lieux ouverts au public" (n° 4726)**

04.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, deze vraag is dubbel actueel door de vernietiging van de wet op de dataretentie. Een gevolg van de wet op de dataretentie waren de bepalingen inzake *guest wifi*. Wie internet aanbiedt op het openbaar domein, desnoods tijdelijk, zoals tijdens sportmanifestaties, evenementen en feestelijkheden, moet voldoen aan de verplichtingen die door het BIPT worden opgelegd aan operatoren. Zo moeten zij gebruikers identificeren en hun gegevens bijhouden, al valt dat laatste misschien weg, gelet op het gebeurde met de dataretentiewet. De vraag is wat het BIPT daarmee zal doen.

Ik heb nog specifieke vragen over de erkenning als operator.

Ten eerste, welke manieren van identificatie, indien nog nodig of weer nodig in de toekomst, zijn geldig voor deze verplichtingen? In dat verband denk ik aan de identificatie via inschrijving in een verkooppunt door op

voorhand een kaartje af te halen, een vooraf bestaande inschrijving, identificatie via eID, via sms of via een identiteitsleverancier. Er zijn tegenwoordig immers verschillende identiteitsleveranciers. Welke identiteitsleveranciers komen hiermee volgens het BIPT of in uw visie overeen? Men kan inloggen op verschillende sites via onder andere Google, LinkedIn, Facebook, Apple. Zij voorzien in een vorm van identificatie. Wat met *fake accounts*, zoals er vele bestaan op Facebook?

Ten tweede, wat zijn de verplichtingen voor tijdelijke evenementen? Moet men bij het organiseren van een promostandje met gratis aanbieding van wifi, bijvoorbeeld door een studentenvereniging of op een infodag, ook voldoen aan de operatorverplichtingen? Welke vrijstellingen zijn er voor kleinschalige evenementen of aanbieders? Waar liggen de grenzen?

Ten derde, u kent ongetwijfeld het standpunt van BELTUG, want u bent er onlangs nog gaan spreken. Zij maken melding van het feit dat in een ontwerp van tekst, een eerste versie die zij van het BIPT hadden gekregen, de lijst van voorbeelden van plaatsen waar aanbieders niet onder de operatorverplichtingen en dito zware regeldruk zouden vallen, langer was dan in de huidige publicatie op de BIPT-website. Zo zijn de bibliotheken, gemeentehuizen, OCMW's, scholen, zalen voor een evenement en taxi's uit de oorspronkelijke lijst verwijderd. Zij komen dus niet meer voor in de lijst op de website. Waarom is dat gebeurd? Waarom moeten daar ook zware regels opgelegd worden? Ter illustratie, in Riga, waar u onlangs ook aanwezig was, viel het mij op dat men bijna overal gratis wifi kan gebruiken zonder identificatie, zelfs in taxi's en in de straten, aangeboden door Lattelecom.

Ten vierde, inmiddels is de dataretentierichtlijn vernietigd, zowel door het Europees Hof als later in de vorm van de Belgische omzetting door het Grondwettelijk Hof. Is het opportuun om die regels dan nog op te leggen? Vervalt de lijst op de website van het BIPT? Wat zal daarmee gebeuren?

Hoever wilt u gaan in de regeldrift ter zake?

Tot slot, u gaf reeds te kennen dat u een *level playing field* wil tussen operatoren en over-the-topspelers, in de eerste plaats door de regeldruk voor de operatoren te verminderen. Op welke manier kan men deze verregaande en toenemende regeldruk voor *guest wifi* in deze ambitie tot verlaging van de regeldruk laten passen?

04.02 Minister **Alexander De Croo**: Mevrouw de voorzitter, na de volledige vernietiging van het Grondwettelijk Hof van de Belgische dataretentiewet moeten wij bijzonder gevoelig zijn voor de balans tussen privacy en veiligheid.

Het feit dat het Grondwettelijk Hof de dataretentiewet vorige vrijdag over de volledige lijn heeft vernietigd, moet ons ertoe aanzetten om zorgvuldig na te denken over de vraag hoe de overheid de privacy en de veiligheid tegenover elkaar afweegt.

04.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, beantwoordt u misschien een andere vraag?

04.04 Minister **Alexander De Croo**: Ik beantwoord toch de vraag over *guest wifi*.

04.05 **Peter Dedecker** (N-VA): Inderdaad. Maar ik heb nog een volgende vraag over dataretentie, vandaar.

La **présidente**: En effet, c'est la question à laquelle la mienne est jointe.

04.06 Minister **Alexander De Croo**: Nu ik eens een onderwerp in een bredere context probeer te plaatsen! Ik weet dat zoiets u uit uw comfortzone haalt, maar maak u toch maar geen zorgen.

Het arrest heeft een schokgolf bij Justitie en politie veroorzaakt, maar ik volg persoonlijk de redenering van het Hof dat wij niet zomaar alle burgers als potentiële verdachten kunnen beschouwen. Die redenering gaat ook op voor de discussie over de identificatie via de wifinetwerken.

De gevolgen van de recente beslissing van het Grondwettelijk Hof moeten worden onderzocht om te kijken wat de impact ervan is op de bestaande wetgeving. De verplichting voor operatoren om de gebruikers te identificeren, die in de telecomwet is opgenomen, zou moeten worden verduidelijkt samen met de verplichting inzake dataretentie, aangezien de identificatie en de bewaring van de gegevens een geheel

vormen.

Het is nog te vroeg om conclusies te trekken over de impact op de identificatieverplichting van wifinetwerken. Ik kan echter wel verduidelijken wat in de huidige wet staat.

Artikel 9 van de telecomwet bepaalt dat iemand die een wifidienst aanbiedt, zich als operator bij het BIPT moet aanmelden. Er is in een uitzondering voorzien als het netwerk of de dienst zich beperkt tot het private domein. De wet voorziet niet in uitzonderingen voor occasionele evenementen. Deze operator moet volgens artikel 127 de gebruiker van de diensten te allen tijde kunnen identificeren.

Het BIPT informeert mij dat er vijf methodes zijn om de gebruiker te identificeren voor een wifidienst, namelijk de inschrijving in het verkooppunt, de uitbreiding van producten (bijvoorbeeld de eindgebruiker is al geïdentificeerd via een ander product), de identificatie via een eID, de identificatie via sms en de identificatie via een identiteitsleverancier. Het is de taak van de operator om een identiteitsleverancier te kiezen waarvan de identificatiegegevens betrouwbaar zijn.

De mededeling van het BIPT waarnaar u verwijst, bevat enkele voorbeelden, maar is niet volledig. Er wordt gewerkt aan een nieuwe mededeling in overleg met BELTUG.

04.07 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, mijn excuses voor mijn voorbarigheid bij het begin van uw antwoord. Deze onderwerpen hangen inderdaad allemaal samen, maar aangezien wij een iets uitgebreider debat hebben gevoerd over de dataretentiewet, is er sprake van enige verwarring.

De huidige verplichtingen inzake identificatie en opslag van gegevens zullen inderdaad wegvallen tot een nieuwe wet ter zake is goedgekeurd. Die verplichtingen vallen voorlopig weg voor de *guest wifi*. De verplichtingen die u daarnet hebt aangehaald en die in de algemene telecomwet zijn opgenomen, blijven uiteraard van kracht. U hebt ter zake niet meteen veel duidelijkheid verstrekt. Ik had de verschillende mogelijkheden van identificatie rechtstreeks overgenomen van het BIPT en ik vroeg u specifiek naar de identiteitsleveranciers die daarvoor in aanmerking komen. Op dat vlak bestaat er nog steeds onduidelijkheid omdat men dit niet op voorhand weet.

U zegt dat het de taak is van de operator om een identiteitsleverancier te kiezen die betrouwbaar is. Moet er dan van allen een review gebeuren? Moet men een review uitvoeren van de verschillende identiteitsleveranciers als men een wifi-hotspot wil aanbieden in een bibliotheek? Dit kan toch echt niet de bedoeling zijn. Ik meen dat ter zake nood is aan meer vereenvoudiging en duidelijkheid. Desnoods moet ter zake worden gedacht aan een lijst die kan worden uitgebreid, maar dit is volgens mij niet de manier waarop duidelijkheid kan worden gecreëerd.

Ik hoop ook dat er een mogelijkheid geboden wordt om tijdelijke evenementen als uitzondering op te nemen in de wet. Wat is uw standpunt daaromtrent? Mij lijkt dit alvast een goede zaak.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van de heer David Geerts aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de omzeiling van roamingtarieven" (nr. 4782)

05 Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le non-respect des tarifs de roaming" (n° 4782)

05.01 David Geerts (sp.a): Mijnheer de minister, onlangs werd aangekondigd dat het BIPT en de Luxemburgse regulator ILR een akkoord hebben gesloten waardoor operatoren de toestemming krijgen om Belgische telefoonnummers te integreren in een Luxemburgse simkaart. Ik meen dat dit een innovatieve manier is om het roamingtarief te omzeilen. Operator JOIN Experience werkt in België en Luxemburg en heeft een simkaart die werkt met twee telefoonnummers. Zo kan men een Luxemburgs en een Belgisch nummer op de simkaart plaatsen, zodat er geen roamingtarieven moeten worden betaald.

We hebben in dit huis reeds debatten gehad over de timing van het verdwijnen van de roamingtarieven en

de eventuele gevolgen ervan voor de binnenlandse gebruiker. Dat debat wil ik hier absoluut niet opnieuw voeren. Ik wil het wel hebben over het feit dat dit experiment van JOIN Experience mogelijk uitgebreid kan worden tot Nederland – in een Benelux-verband – en Frankrijk en Duitsland. Blijkbaar hebben ook andere operatoren eenzelfde dossier ingediend. Zij moeten evenwel wachten op een ministeriële goedkeuring.

Mijnheer de minister, wat is uw visie op deze evolutie in het kader van het debat over de roamingtarieven? Bestaat hierover al een benadering op Europees niveau via BEREC? Moet JOIN Experience zich houden aan de geldende regelgeving in België en Luxemburg inzake dataretentie, *consumer protection*, de ombudsdienstbijdrage, de nummeroverdraagbaarheid en dergelijke?

JOIN Experience heeft een ministeriële goedkeuring gekregen om deze dubbele simkaart mogelijk te maken. Zijn er nog andere akkoorden in de maak? Is het al dan niet een gevaarlijk precedent wanneer het statuut van operator kan gegeven worden aan over-the-topspelers zoals Skype?

Voorzitter: Peter Dedecker.

Président: Peter Dedecker.

05.02 Minister **Alexander De Croo**: Wat uw eerste vraag betreft, de Belgische en de Luxemburgse regulatoren hebben inderdaad een akkoord gesloten waarbij operatoren Belgische mobiele nummers mogen koppelen aan Luxemburgse simkaarten en vice versa, zodat roamingkosten worden vermeden. Dit laat meer concurrentie toe, waarbij de operatoren innovatieve abonnementen kunnen aanbieden aan burgers die vaak tussen beide landen reizen. Ik zie dit als een positieve evolutie die hopelijk kan worden uitgebreid tot meer landen.

De reglementering inzake het nummerbeheer wordt vastgelegd door de ITU en niet door BEREC. In beide organen is het BIPT vertegenwoordigd dat dit soort ontwikkelingen zoveel mogelijk wil promoten.

JOIN Experience is een Belgische operator die diensten in België levert met Belgische mobiele nummers en integraal onderworpen is aan de Belgische wet- en regelgeving.

Momenteel zijn er geen andere aanvragen hangende.

Wat uw laatste vraag over de OTT's betreft, het statuut van operator staat daar volledig los van. Volgens artikel 9, § 1 van de telecomwet is er sprake van een operator bij "het aanbieden of het doorverkopen in eigen naam en voor eigen rekening van elektronische communicatiediensten of -netwerken".

05.03 **David Geerts** (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Stefaan Van Hecke** aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de spionageactiviteiten van de Duitse inlichtingendiensten op het telefoon- en dataverkeer van en naar België op vraag van de NSA" (nr. 4692)

- de heer **Benoît Hellings** aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het aftappen van 15 Belgische internetverbindingen door de NSA via de Duitse inlichtingendienst (BND)" (nr. 4918)

- de heer **Georges Dallemagne** aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het aftappen van Belgische internetverbindingen door de NSA via de Duitse inlichtingendienst (BND)" (nr. 4989)

06 **Questions jointes de**

- M. **Stefaan Van Hecke** au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les activités d'espionnage menées, à la demande de la NSA, par les services de renseignements allemands sur les communications téléphoniques et l'échange de données en provenance de Belgique et vers celle-ci" (n° 4692)

- M. **Benoît Hellings** au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la surveillance de 15 flux de

communication électronique belges par la NSA via les services de renseignement allemands (BND)" (n° 4918)

- M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la surveillance de communications électroniques belges par la NSA via les services de renseignement allemands (BND)" (n° 4989)

06.01 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le vice-premier ministre, je vous prie d'excuser M. Van Hecke qui est "coincé" en commission de l'Intérieur où se discute un autre texte important. Je pose donc ma question qui est sensiblement la même que la sienne.

Monsieur le vice-premier ministre, d'après des informations révélées par le député vert autrichien, Peter Pilz, les services de renseignement allemands (BND), à la demande de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), ont espionné quinze flux de communications d'entreprises de télécommunication belges transitant par l'Allemagne, via des accords commerciaux et techniques les liant à Deutsche Telekom. Parmi ceux-ci, dix de ces canaux étaient gérés par Belgacom, devenue entre-temps Proximus et dont vous avez la tutelle.

Des documents de Deutsche Telekom, détenus par la commission d'enquête parlementaire du Bundestag sur les activités illégales de la NSA, attestent que France Télécom (devenue Orange et qui, elle aussi, a été visée par ces écoutes) disposerait des moyens d'identifier les personnes ou entreprises surveillées par la NSA grâce à ces pièces.

Monsieur le vice-premier ministre, mes questions sont les suivantes. Puis-je disposer d'une copie du ou des contrats commerciaux et techniques liant, depuis 2004, Belgacom (devenue Proximus) à Deutsche Telekom? Pouvez-vous me préciser le nombre et la nature des contrats liant actuellement l'entreprise Proximus à Deutsche Telekom? Ceux-ci concernent-ils l'exploitation de flux de données transitant physiquement par l'Allemagne? On sait que c'est parce que le flux de données transitait par l'Allemagne que ces dix flux ont été écoutés. Si oui, existe-t-il une clause dans ces contrats exigeant une totale confidentialité dans l'échange des flux? Devant l'ampleur des révélations, Proximus peut-elle, sur base des révélations faites lors des auditions au Bundestag, préciser qui sont les particuliers ou les entreprises visés par ces surveillances? Enfin, quelles sont les mesures initiées par Proximus pour mettre fin à ces pratiques douteuses aux conséquences humaines et économiques inadmissibles?

J'ai posé au premier ministre une question du même type qui se concentrait sur les relations diplomatiques entre l'Allemagne et la Belgique à la lumière des faits qui viennent d'être dévoilés. Ici, on entre dans le cœur du sujet puisque c'est vous qui avez la réponse technique à ce qui s'est passé et qui est inadmissible.

06.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur Hellings, ce n'est pas parce que je suis ministre des télécoms que je suis au courant de ce que tous les opérateurs font ou ne font pas ou ont subi.

Belgacom n'a, en aucune façon, été directement impliquée dans cette présumée pratique d'écoute. Afin de pouvoir proposer certains services à l'étranger, BICS (Belgacom International Carrier Services) souscrit à certains services d'autres opérateurs tels que Deutsche Telekom, comme par exemple, des liaisons au départ de la Belgique via le réseau de Deutsche Telekom.

Compte tenu de leur caractère confidentiel, les documents contractuels ne peuvent être divulgués. Ces accords soulignent le principe de confidentialité et le respect de toutes les législations applicables. À cet égard, chaque pays, et donc également l'Allemagne, est libre de déterminer sa réglementation.

BICS a adressé une demande formelle de clarification à Deutsche Telekom. Cette dernière a confirmé avoir agi strictement dans le cadre de la loi allemande. Il n'y a pas que Proximus à avoir été espionnée sur le territoire allemand selon ces modalités. Peter Pilz mentionne Slovak Telecom, France Télécom, Telekom Srbija, Teledanemark, Rostelecom et d'autres.

Présidente: Karine Lalieux.
Voorzitter: Karine Lalieux.

06.03 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. La grande différence entre ces méthodes d'écoute et ce que l'on a vu sous la précédente législature, lors de l'attaque des serveurs de Belgacom, du premier ministre, du SPF Affaires étrangères et du service de renseignement

de l'armée, c'est qu'il n'y a pas eu la mise en œuvre technique d'un mouchard dans un serveur par un service de renseignement allemand.

Ce qui est nouveau dans cette affaire, c'est que les services de renseignement allemands ou américains se sont servis de la possibilité technique de voir des flux de données transiter par un État pour exiger, de la part de l'opérateur national de cet État, la mise à disposition de ces données qui passent par son territoire via ce qu'on appelle un système de miroirs.

Il s'agit d'une donnée nouvelle. En termes commerciaux et en termes de sécurité, nous devons pouvoir constater que la menace de voir des informations stratégiques transiter dans les mains de services de renseignement étrangers existe du fait de contacts commerciaux.

J'apprends que c'est BICS, la filiale internationale de Belgacom, qui a négocié avec Deutsche Telekom. Cela devient non seulement une question économique mais aussi une question de sécurité d'effectuer un *screening* de tous ces contrats et de les vérifier. En effet, aujourd'hui, on met de facto dans les mains d'opérateurs étrangers des données substantielles et cruciales pour nos industries, nos entreprises et les particuliers.

BICS a demandé un rapport à Deutsche Telekom. La clause de confidentialité, si elle existe, a été rompue. J'espère que vous allez demander à Proximus de faire valoir des compensations financières importantes et d'envisager des mesures structurelles pour faire en sorte que les données ne transitent pas par un territoire étranger. Et si toutefois elles devaient transiter par l'étranger, il faudrait être sûr qu'elles ne soient pas captées par un service secret étranger.

Ceci montre l'ampleur du phénomène qui se développe aujourd'hui. Nous y resterons attentifs.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

La **présidente**: Les questions n° 4852 de Mme Katrin Jadin et n° 4866 de Mme Caroline Cassart-Mailleux sont transformées en questions écrites.

07 Question de M. Jean-Marc Delizée au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le maintien de la règle d'un bureau de poste par commune" (n° 5003)

07 Vraag van de heer Jean-Marc Delizée aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het behoud van de regel van één postkantoor per gemeente" (nr. 5003)

07.01 Jean-Marc Delizée (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, le réseau de bureaux postaux a connu une restructuration au fil du temps. Le quatrième contrat de gestion garantissait le maintien d'un réseau de 1 300 points de vente et d'un minimum de 650 bureaux de poste dans tout le pays. Pour les communes rurales, le principe à respecter était la présence d'au moins un bureau de poste par commune. Le cinquième contrat de gestion a maintenu cette règle, tout en supprimant quelques dérogations très minimes.

Aujourd'hui, à ma connaissance, vous êtes en train de négocier le sixième contrat de gestion qui devrait entrer en vigueur en 2016 et qui suscite déjà de nombreuses craintes. J'avais d'ailleurs eu l'occasion de vous interroger à cet égard lors d'une précédente réunion de commission.

L'accord de gouvernement annonce des décisions importantes, tandis que la Commission européenne vous pousse à étendre les mesures de libéralisation. Selon certaines informations non confirmées, le futur contrat de gestion prévoirait d'abroger le principe susnommé. Les communes rurales sont évidemment préoccupées par cette annonce. C'est ainsi que le conseil communal où je siége a voté unanimement une motion qu'il vous a adressée. Cela prouve l'intérêt des élus locaux pour cette question.

Monsieur le ministre, qu'en est-il de l'état d'avancement des négociations entre bpost et l'État belge? Les informations relatives à la suppression du principe "un bureau de poste au minimum par commune" dans le futur contrat de gestion sont-elles fondées? Pouvez-vous m'assurer que le gouvernement maintiendra cette règle? En effet, les Belges doivent être égaux devant le service postal, quelle que soit la taille de la

commune où ils habitent. Nous plaçons, bien entendu, pour la préservation du service public et de ses missions sur l'ensemble de notre territoire.

07.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur Delizée, le contrat de gestion actuel se terminera à la fin de cette année. Son successeur est encore en négociation avec bpost. Il serait, par conséquent, prématuré de ma part de m'exprimer sur son contenu. Dès qu'il aura été avalisé par le gouvernement, je viendrai l'exposer devant ce parlement.

Comme vous le savez, l'objectif du gouvernement est de garantir un service postal de qualité à un moindre coût budgétaire.

Notre mission est de veiller à ce que bpost offre des services de qualité et des prix compétitifs au profit de tous les citoyens, entreprises, associations et pouvoirs publics.

L'entreprise bpost doit être un véritable catalyseur de croissance économique et poursuivre une stratégie performante et novatrice tout en étant orientée vers le client.

Le gouvernement estime que cette fiabilité des services est une caractéristique essentielle de bpost.

Dans ce cadre, il est également important que les entreprises publiques présentent une bonne santé financière et qu'elles puissent réaliser leurs objectifs de rentabilité dans un climat social sain, en gardant l'aspect de la qualité du service public, dans le respect de la sécurité des employés et des usagers/clients.

Comme vous l'aurez compris, "on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre" et le gouvernement va devoir faire des choix en tenant compte des contraintes budgétaires. Il sera également attentif à garantir un service postal de qualité qui réponde au maximum aux besoins de tous.

07.03 Jean-Marc Delizée (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse dont le contenu ne me rassure pas beaucoup.

Vous dites, tout d'abord, que c'est prématuré. Je vous signale que nous sommes quand même fin juin et que, pour la fin de l'année au plus tard, tout devra avoir été négocié et qu'un temps pour la prise de décision est nécessaire. Cela veut dire que la conclusion de cet accord ne doit pas tarder. Toujours est-il que j'écouterai avec attention l'information qui sera officiellement donnée.

Vous avez utilisé des termes comme "des services de qualité", "moindre coût budgétaire". Ces deux aspects ne font pas toujours bon ménage. Un bon service a un certain coût. Par ailleurs, en la matière, la question de la ruralité doit faire l'objet d'une mutualisation du service. La formule "on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre" est un peu bateau! Ce faisant, je ne constate aucune volonté du gouvernement de maintenir le principe d'un bureau, ce qui signifie que les inquiétudes sont fondées.

Si je ne me trompe, en 2014, le bénéfice de bpost devait être de 300 millions d'euros. Ce faisant, le principe de maintenir, dans un certain nombre de petites communes, un bureau postal entre tout à fait dans les moyens de bpost. C'est une question de choix politique, de volonté. Et j'attends que cette volonté n'a pas été exprimée dans votre réponse, ce que je déplore.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "dataretentie" (nr. 5030)

- mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de gevolgen van de vernietiging door het Grondwettelijk Hof van de wet van 30 juli 2013 met betrekking tot de dataretentie" (nr. 5045)

- de heer Olivier Maingain aan de staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, over "de vernietiging door het Grondwettelijk Hof van de wet betreffende de bewaring van gegevens" (nr. 5187)

08 Questions jointes de

- M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la rétention des données" (n° 5030)
- Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les conséquences de l'annulation par la Cour constitutionnelle de la loi du 30 juillet 2013 relative à la rétention de données" (n° 5045)
- M. Olivier Maingain au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, sur "l'annulation de la loi relative à la conservation des données par la Cour constitutionnelle" (n° 5187)

08.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, u hebt er al op gealludeerd en ik had ook niet anders verwacht dan dat u het als liberaal en als voorstander van de fundamentele rechten en vrijheden wel zou plezieren dat een veel te verregaande wet over het opslaan en bewaren van onze gegevens, waarbij elke burger op voorhand als een potentiële verdachte wordt behandeld, vernietigd zou worden.

Natuurlijk rijst nu de vraag hoe het verder moet en welke initiatieven u als bevoegd minister zult nemen, uiteraard in samenspraak met uw collega Geens en uw privacywaakhond Bart Tommelein. De operatoren houden immers sowieso informatie bij die nodig is voor de eigen werking en facturatie. Het lijkt mij evident dat die informatie ook gebruikt kan worden voor een opsporingsonderzoek. Dat gebruik moet echter passen in een strikt kader, liefst strikter dan wat vastgelegd was in de vorige, vernietigde wet. Dan zwijg ik nog over de gekke verplichtingen die door die wet opgelegd werden aan hostingproviders, kmo's en horeca-uitbaters, zoals in de discussie over *guest wifi*, die we zopas gevoerd hebben.

Mijnheer de minister, wat zit er in uw koker? Hoe zult u ervoor zorgen dat de opsporingsdiensten hun werk kunnen uitvoeren en hoe zult u dat dan verzoenen met de fundamentele rechten en vrijheden van de burger, zonder bijkomende bewaarverplichtingen te introduceren?

08.02 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, comme l'a rappelé M. Dedecker, la Cour constitutionnelle a annulé un article de la loi du 30 juillet 2013. Ce faisant, elle a suivi la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, sujet à propos duquel j'ai également interrogé le ministre de la Justice, M. Geens.

Cette annulation a forcément de nombreuses conséquences et entraîne un retour au régime qui prévalait avant l'entrée en vigueur de la loi du 30 juillet 2013. Or, l'ancien article 126 de la loi sur les communications électroniques autorisait déjà le Roi à imposer une conservation des données par les opérateurs télécoms mais sans en préciser les modalités. Il est fondamental que tous les citoyens, le monde judiciaire et le secteur des télécommunications connaissent l'état actuel de notre droit et sachent ce qu'ils doivent faire en attendant un nouveau projet de loi.

Monsieur le ministre, les opérateurs télécoms doivent-ils supprimer les données collectées dans le cadre de cette loi? Doivent-ils les conserver? Dans ce cas, lesquelles? Pendant quelle durée? Sous quelles conditions?

Quelles sont les conséquences de cet arrêt pour le monde judiciaire et les enquêtes à venir? Le ministre de la Justice a déjà répondu à ces questions.

Comptez-vous adopter un nouvel arrêté royal en exécution de l'ancien article 126 de la loi sur les communications électroniques, puisque l'arrêté royal du 19 septembre 2013 portant exécution de l'article 126 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques a perdu sa base légale?

08.03 Olivier Maingain (FDF): Madame la présidente, monsieur le ministre, les données juridiques ont été rappelées.

Cet arrêt est très important. Il fait suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne et il s'inscrit dans cette décision. L'arrêt de la Cour de justice suivi par la Cour constitutionnelle marque un véritable arrêt juridique à toutes les tentatives, qui sont parfois réitérées même après cet arrêt, de porter atteinte à certaines formes de protection de la vie privée et, sous prétexte général de sécurité, de considérer que toute banque de données peut être consultée par quelque autorité de police ou de sécurité au motif de prévenir tout attentat ou tout risque quel qu'il soit.

Je crois qu'il est temps qu'on retrouve la voie d'un équilibre plus respectueux des libertés fondamentales

entre les nécessités de protection de la société face à des menaces particulières et la protection de la vie privée.

Suivant la jurisprudence de la Cour de justice, la Cour constitutionnelle a annulé la loi du 30 juillet 2013 au motif que le principe de proportionnalité, bien connu en jurisprudence de la Cour constitutionnelle, n'était pas correctement respecté dès lors que les obligations imposées s'appliquaient à des personnes pour lesquelles il n'existe aucun indice de nature à laisser croire que leur comportement pourrait avoir un lien, même indirect ou lointain, avec les infractions énumérées par la loi attaquée.

De même, la loi s'appliquait sans aucune exception également à des personnes dont les communications sont soumises au secret professionnel. Enfin, la loi n'exigeait aucune relation entre les données dont la conservation est prévue et une menace pour la sécurité publique. Elle ne limitait pas non plus la conservation des données afférentes à une période temporelle ou à une zone géographique déterminée ou encore à un cercle de personnes susceptibles d'être mêlées à une infraction visée par la loi, ou qui pourraient contribuer, par la conservation des données, à prévenir, détecter ou poursuivre ces infractions.

Cette décision permet ainsi de rappeler à quel point la surveillance des citoyens, quand bien même elle peut se justifier dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, ne peut être élargie à l'infinie.

Monsieur le ministre, quelles initiatives avez-vous prises ou allez-vous prendre sous peu pour que les opérateurs de télécommunications et les fournisseurs d'accès internet respectent la portée de l'arrêt, s'y conforment pleinement et donc ne tiennent plus à disposition des autorités de police ou judiciaires des données qui ne peuvent désormais plus être conservées?

De quelles informations les personnes concernées disposeront-elles quant au fait que des données avaient éventuellement été réunies à leur insu sans cadre légal?

08.04 Minister **Alexander De Croo**: De analyse van het arrest van het Grondwettelijk Hof van 11 juni 2015, dat de dataretentiewet vernietigt, alsook van de juridische en praktische gevolgen van de vernietiging is volop aan de gang.

Comme mon collègue le ministre de la Justice l'a déjà expliqué, cet arrêt n'a pas pour conséquence une absence de cadre juridique à ce sujet. En effet, l'ancien article 126 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, qui redevient applicable, énonçait déjà le principe de la rétention obligatoire des données pour des finalités pénales et de sécurité.

Volgens de huidige wetgeving kunnen ook bepaalde identificatie-, verkeers- en lokalisatiegegevens worden opgevraagd, indien een operator hierover beschikt, voor facturatie of andere legitieme doeleinden.

Les données de trafic par exemple peuvent être conservées par les opérateurs tant que cela est nécessaire pour la facturation, l'interconnexion ou l'exécution forcée du paiement en justice. Au-delà de ce temps nécessaire, ils peuvent conserver ces données plus longtemps, moyennant accord de l'utilisateur, uniquement à des fins de marketing ou de détection de fraude. Selon les conditions générales des opérateurs, cela varie entre deux et cinq ans.

Les données de localisation ne peuvent être conservées par les opérateurs que le temps nécessaire pour la fourniture du service de localisation et moyennant accord de l'utilisateur.

Het betekent echter niet dat de wetgeving optimaal is en niet zou moeten worden herzien. Het Grondwettelijk Hof heeft namelijk een duidelijk signaal gegeven dat ons oproept tot een grondige reflectie over de materie.

Het Hof onderstreept dat bij gegevensbewaring en -opvraging de nodige *checks and balances* aanwezig moeten zijn. Het Grondwettelijk Hof maakt duidelijk dat er een evenwicht moet zijn tussen privacy en veiligheid, en dat niet elke burger als potentiële verdachte kan worden beschouwd. Ik deel die mening van het Grondwettelijk Hof.

Avec le ministre de la Justice ainsi que les secrétaires d'État en charge de la vie privée, nous essayerons de trouver des solutions équilibrées. Les experts se sont déjà réunis et se réuniront encore cette semaine pour compléter l'analyse et pour clarifier la situation le plus rapidement possible.

08.05 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreid statement, namelijk dat wij naar een systeem met meer *checks and balances* moeten evolueren en dat wij niet langer zo uitgebreid te werk kunnen gaan als tijdens de vorige legislatuur, met de toenmalige ministers Vande Lanotte en Turtelboom het geval was.

Ik deel uw mening. Het is logisch dat gegevens die door operatoren in het kader van de facturatie worden bewaard, voor opsporingsonderzoek kunnen worden gebruikt. Dat gebeurt vandaag ook, mits de nodige *checks and balances*. Wij moeten hen echt niet verplichten zaken langer dan nodig bij te houden. Het is immers ook een taak van Justitie om ter zake voldoende snel en efficiënt te werken.

08.06 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

J'ai bien entendu combien de temps les données pouvaient encore être conservées par les opérateurs de télécommunications. Il est évident qu'un message clair doit être envoyé tant à ces derniers qu'à la justice et qu'aux citoyens afin de savoir de quel régime ils relèvent. J'imagine que le message a été transmis.

Par ailleurs, je partage votre point de vue selon lequel il faut trouver un meilleur équilibre entre l'objectif judiciaire et l'objectif important de respect de la vie privée

Nous attendons avec impatience votre nouveau projet de loi.

08.07 Olivier Maingain (FDF): Madame la présidente, je n'ai rien d'autre à ajouter. *Wait and see.*

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het sociaal tarief voor mobiele telefonie" (nr. 5034)

09 Question de M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les tarifs sociaux pour la téléphonie mobile" (n° 5034)

09.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, 11 juni was blijkbaar een hoogdag voor u. Naast het nieuws over de dataretentiewet, kwam er nog een tweede arrest en wel van het Europees Hof van Justitie. Dat besliste dat de Belgische telecomwet die een sociaal tarief toepast op mobiele telefonie, niet compatibel is met de Europese universeledienstrichtlijn. Sociale tarieven, die overigens niet verplicht moeten worden ingevoerd door de lidstaten, kunnen enkel voor vaste telefonie en internet.

Ten eerste, 18 300 abonnees krijgen vandaag een sociale korting op hun factuur voor mobiele telefonie. Hoe legt u die mensen uit dat die korting zal vervallen? Hoe en wanneer zult u dit doen? Ik neem aan dat de onrechtmatig verkregen kortingen uit het verleden niet zullen worden teruggevorderd. Men kan de betrokkenen immers niets verwijten, zij hebben de bestaande wet toegepast.

Ten tweede, hoever staat u met uw aangekondigde modernisering van het systeem? U zei destijds te willen wachten op de beslissing van het Hof. Die is er vandaag gekomen. We konden de uitslag al vermoeden, want er waren al commentaren van de advocaat-generaal. U wist dus waar u aan toe was en ik neem aan dat u niet hebt gewacht tot het probleem opdook, maar dat u vooruitziend bent geweest. *Gouverner, c'est prévoir!*

Ten derde, BASE stelt voor de huidige klanten met een sociaal tarief voor een vaste lijn bij Belgacom een mobiel aanbod aan te bieden aan een gelijke of lagere prijs, zonder dat de andere telecomklanten hiervoor zouden moeten opdraaien. Ziet u mogelijkheden om de huidige groep klanten met een sociaal tarief verder te mobiliseren en prijzen bij verschillende operatoren, inclusief een mobiel aanbod, te vergelijken? Dat zou beter zijn dan die mensen te laten zitten waar ze zitten, aan een veel te hoog tarief, weliswaar met een sociale korting, in de wetenschap dat ze elders goedkoper zouden kunnen worden bediend zonder kosten voor de andere klanten of de maatschappij.

De website bestetarief.be kent veel succes, maar gezien de immobiliteit bij dit klantensegment met sociale korting kan betwijfeld worden of die specifieke groep klanten ook effectief bereikt wordt. Ik vraag dan ook dat het BIPT die groep klanten specifiek zou benaderen, desnoods individueel, om ook hen te mobiliseren.

09.02 Minister **Alexander De Croo**: Het Europees Hof van Justitie gaf een antwoord op een prejudiciële vraag van het Belgisch Grondwettelijk Hof. Op basis van dat antwoord dient het Grondwettelijk Hof zich nog ten gronde uit te spreken. Het definitieve arrest moet nog worden afgewacht om te kunnen antwoorden op uw eerste vraag.

Er zal met elke betrokken operator bekeken worden wat er met die klanten gebeurt. In afwachting van het arrest van het Grondwettelijk Hof zijn mijn diensten ook aan het bekijken met de sector op welke manier het huidige systeem kan worden gemoderniseerd. Er zal zeker al geen sociaal tarief meer worden toegekend. De tarieven voor mobiel bellen zijn, volgens de meest recente prijzenstudie van het BIPT, meer dan betaalbaar.

Uit de toepassing van de tariefsimulator bestetarief.be blijkt dat op de markt diverse aanbiedingen voorhanden zijn die zelfs goedkoper zijn dan de maximale sociale korting voor mobiele telefonie, die 11,5 euro bedraagt. Het is inderdaad cruciaal dat die gebruikers naar de voor hen meest geschikte tariefplannen geleid worden. Het BIPT zet zijn inspanningen op dat vlak voort, maar daarbij is eventueel ook een rol weggelegd voor deskundigen op het vlak van armoedebestrijding.

Zelf haalde u het aanbod van BASE aan. Vanzelfsprekend kan ik eventuele andere initiatieven van de telecomoperatoren in het kader van *corporate social responsibility* alleen maar toejuichen en ondersteunen, op voorwaarde dat die geen aanleiding geven tot inbreuken op de privacy of tot concurrentievervalsing.

09.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Uw laatste punt kan ik uiteraard alleen maar volgen. Daarom zei ik dat daarbij misschien een rol weggelegd is voor het BIPT. Er kan geen sprake van zijn dat men adresgegevens of persoonsgegevens van sociale klanten vrijgeeft om de markt daarop te laten spelen. Dat zou een schending van de privacy zijn. Het BIPT kan, als neutrale bemiddelaar, echter wel zijn verantwoordelijkheid nemen in het aanzetten van die klanten tot het vergelijken van de prijzen en het vinden van een goedkoper tarief, dat niet meer door de maatschappij moet worden gefinancierd. Dat is de essentie.

Ik meen trouwens dat u niet zult moeten wachten op het arrest van het Grondwettelijk Hof. U weet al op voorhand dat het niet incompatibel zal zijn met het arrest van het Europees Hof van Justitie. U hoeft niet te wachten, u kunt vooruitgaan.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de G-Cloud" (nr. 5099)**

10 **Question de M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le G-Cloud" (n° 5099)**

10.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, de vraag over de G-Cloud was mijn allerlaatste vraag tijdens de vorige legislatuur aan uw voorganger, Hendrik Bogaert.

Op het einde van die legislatuur werd een aanbesteding in drie loten uitgeschreven. Bij een gebrek aan offertes op een van de drie loten werd ze echter niet gegund. In plaats daarvan is tijdens die laatste maanden het project naar Smals overgeheveld.

Een kwalitatief opgezette G-Cloud zorgt uiteraard voor heel wat schaalvoordelen. Dat is evident. Ze is absoluut noodzakelijk, maar moet uiteraard worden gebouwd met *security* als absolute kernvoorwaarde: *privacy by default, security by design*.

Daarom heb ik een paar vragen.

Ten eerste, wat is de stand van zaken vandaag van het G-Cloudproject? Welke elementen zijn al in uitvoering en welke elementen bevinden zich nog in de ontwerpfase? Wat is de timing daarvan?

Ten tweede, in welke mate wijken de plannen van Smals om tot een G-Cloud te komen af van de vereisten en de oorspronkelijke bestekken?

Er waren drie bestekken, die heel sterk gespecificeerd waren. Welke vereisten uit die oorspronkelijke loten van de oorspronkelijke aanbesteding zijn weggevallen? Hoe wordt precies te werk gegaan?

Welke zaken heeft Smals overgenomen en welke zaken heeft ze niet overgenomen?

Ten derde, heel belangrijk in die aanbesteding waren de vereisten inzake *security*. Zal Smals voor de volle 100 % voldoen aan de vereisten inzake *security*, die in de eerste poging van aanbesteding aan de privé-kandidaten werden opgelegd? Indien Smals niet zal voldoen, op welk punt zal ze niet voldoen? Op dat vlak is een gedetailleerd overzicht op zijn plaats.

Ten slotte, in welke mate zal concreet en regelmatig worden nagegaan of aan die veiligheidsvoorwaarden ook wordt voldaan? In welke mate wordt de oplossing aan een onafhankelijke audit onderworpen, om uit te maken of aan die veiligheidsvoorwaarden is voldaan?

10.02 Minister **Alexander De Croo**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Dedecker, vandaag is er een eerste cloudbaanbod beschikbaar waarbij overheidsinstellingen kunnen instappen om hun bestaande infrastructuur in te wisselen voor een volledig virtuele omgeving waar zij zelf instaan voor het beheer van de virtuele machines. Daarnaast is er ook reeds een aanbod van *storage as a service* beschikbaar. Intussen wordt eraan gewerkt om het niveau van zelfbeheer en automatisatie gradueel te verhogen aan de hand van bijkomende tools.

Daarnaast wordt er ook aan *converge systems* gewerkt; dat zit in de offerte-evaluatiefase. De implementatie en de beschikbaarheid daarvan wordt verwacht in het najaar.

De volgende vereisten uit het lastenboek van Fedict zijn weggevallen: een tweede onafhankelijke stand-by cloudprovider voor doeleinden van *disaster recovery*, de hosting in de datacenters van de provider, de certificatie van het IaaS-platform en de organisatie, en de bijkomende *virtual network security layer*. Aangezien het platform niet langer gehost wordt in de datacenters van de provider, maar in de Belgische datacenters van de overheid, zijn er minder strenge eisen noodzakelijk dan in de eerste aanbesteding.

De bestaande veiligheidsregels binnen de overheid worden als norm genomen en waar nodig aangepast door een daartoe opgerichte veiligheidscel binnen de *cloud governance board*. Naast een regelmatige controle door de interne veiligheidsconsulenten, kan indien nodig ook een beroep worden gedaan op externe, onafhankelijke auditors.

10.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

Twee zaken vallen mij op in uw uitgebreide lijst.

U zegt dat de vereisten inzake veiligheid bij een uitvoering door de overheid minder veeleisend zijn dan bij een uitvoering door de privésector omdat het datacenter in België gelegen is. Persoonlijk vind ik dat niet echt een juiste manier van werken. Ik vind dat men de verschillende overheidsdiensten als afzonderlijke klanten moet blijven beschouwen om te vermijden dat er effectief datalekages plaatsvinden. Wanneer er bijvoorbeeld bij een overheidsdienst een incident ontstaat, dan zou zich dat kunnen uitbreiden tot andere overheidsdiensten. Op het vlak van veiligheid denk ik dus dat we geen millimeter mogen toegeven. Dat is essentieel en dat moet toch nog eens bekeken worden.

U zei ook dat de zaken aan een onafhankelijke audit onderworpen kunnen worden. Het woordje “kunnen” lijkt mij zeer vrijblijvend. Als het gaat over onze persoonsgegevens, de data van de overheid, dan moeten die onderworpen worden aan een onafhankelijke audit. Ik verzoek u om die twee pijnpuntjes nader te bekijken, waarvoor dank.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Question de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le changement de fournisseur de ligne téléphonique fixe" (n° 5153)

11 Vraag van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het veranderen van operator voor vaste telefonie" (nr. 5153)

11.01 Fabienne Winckel (PS): Monsieur le ministre, depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi Télécoms en 2012, le consommateur est libre de rompre son abonnement gsm ou smartphone gratuitement et de changer d'opérateur après six mois sans préavis. Cette simplification de la procédure de résiliation a surtout facilité la mobilité du consommateur et rendu le marché des télécommunications plus concurrentiel et compétitif.

Vous avez récemment annoncé faire de même pour ce qui est des lignes téléphoniques fixes. En effet, un nouvel arrêté royal serait actuellement en consultation auprès des fournisseurs de téléphonie fixe. Plusieurs nouveautés seraient examinées dans ce texte pour faciliter la vie des consommateurs et nous nous en réjouissons. Il appartiendrait notamment au nouvel opérateur de se charger de toutes les formalités nécessaires, aussi bien administratives que techniques, pour que le changement soit effectif. Des compensations seraient également prévues en cas de retard dans l'exécution de la migration de l'ancien opérateur vers le nouveau fournisseur.

J'en viens, monsieur le ministre, à des questions très précises sur ce que vous proposez comme aménagements.

Le consommateur devra-t-il payer des frais divers pour demander le changement de fournisseur de ligne fixe? Je pense par exemple aux frais de clôture de dossier.

En ce qui concerne les modalités d'application, la demande pourra-t-elle se régler par téléphone ou sur le site du fournisseur ou le consommateur devra-t-il se rendre dans une boutique?

Par ailleurs, un délai de préavis devra-t-il être respecté?

Le client pourra-t-il garder le même numéro de téléphone?

Enfin, pourriez-vous me dire dans quel délai cette mesure pourra être mise en œuvre et si vous prévoyez des campagnes d'information sur le sujet?

11.02 Alexander De Croo, ministre: Madame la présidente, madame Winckel, l'article 11.3 de la loi Télécoms prévoit déjà qu'un opérateur ne peut facturer de frais de rupture de contrat après plus de six mois. La demande pourra se régler par téléphone ou sur le site du fournisseur dans le respect des règles de la vente à distance mais le consommateur devra signer, éventuellement de façon électronique, un formulaire d'autorisation. L'article 11.3, § 1^{er} de la loi prévoit déjà que le contrat est résilié au moment choisi par l'abonné, même immédiatement.

Conformément à l'article 2, § 1^{er} de l'arrêté royal du 2 juillet 2013, le client pourra garder son numéro s'il migre à l'intérieur d'une même zone de numéros. Cet arrêté royal est en cours de modernisation. Compte tenu des différentes étapes préalables à la confirmation de l'arrêté royal et des adaptations nécessaires au système informatique des opérateurs, les procédures n'entreront probablement en vigueur qu'au 1^{er} juillet 2016. Des campagnes d'information sont envisagées et les modalités n'en sont pas encore déterminées.

11.03 Fabienne Winckel (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie. Je comprends que cela prenne du temps. J'entends que vous travaillez aussi sur un deuxième arrêté relatif aux zones en vue de pouvoir conserver le même numéro de téléphone. C'est également une bonne mesure. Nous ne pouvons que vous féliciter et vous encourager à continuer dans ce sens. Cela permet de stimuler la concurrence. C'est un service avantageux pour les consommateurs. Il s'agit de pouvoir leur garantir des prix raisonnables en matière de télécoms.

La seule chose que l'on déplore, c'est qu'il faille encore attendre jusqu'au 1^{er} juillet 2016, ce qui est un délai assez long. Je me permettrai donc de revenir sur le sujet quand on aura connaissance de l'arrêt.

11.04 Alexander De Croo, ministre: Nous devons respecter les délais de concertation et nous n'avons pas beaucoup le choix. L'implémentation informatique relative à la téléphonie mobile nous a pris pas mal de temps. Sur le plan législatif, nous avons essayé de travailler aussi vite que possible. Cela étant, l'aspect pratique n'est pas très simple à appréhender et il faut permettre aux opérateurs de s'organiser.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

12 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de onredelijke last van de universele dienstverlening" (nr. 5196)

12 Question de M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la charge déraisonnable du service universel" (n° 5196)

12.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, wij hadden het zopas al over de sociale tarieven, die niet meer van toepassing zullen zijn voor de mobiele telefonie. Er zijn wel nog steeds de vrij grote kortingen op vaste telefonie, die bijgepast worden door de andere klanten van de operator en mogelijk ook door andere operatoren.

Om te onderzoeken of een bijpassing door andere operatoren nodig is, werd bij de implementatie van de nieuwe telecomwet in de vorige legislatuur afgesproken dat het BIPT een onderzoek zou voeren naar de mogelijke onredelijke lasten die de verplichting tot het geven van sociale kortingen voor operatoren zou kunnen teweegbrengen bij operatoren die disproportioneel meer klanten hebben met recht op een sociaal tarief.

Werd de studie naar de onredelijke lasten al opgestart? Zo ja, wanneer? Doet het BIPT dat zelf of werd het onderzoek uitbesteed aan een studiebureau? Zo ja, welk bureau? Is de studie reeds afgerond? Wanneer worden de eerste resultaten aan het BIPT of uw kabinet bezorgd?

Welk bedrag is er begroot voor de studie en hoeveel heeft ze tot nu toe gekost? Ik bedoel daarmee het bedrag gefactureerd door een extern studiebureau of het aantal manuren, gepresteerd door het BIPT.

Indien de studie reeds werd afgerond of ter raadpleging voorgelegd, wat is de eerste conclusie van de studie? Vormen de verplicht opgelegde sociale tarieven onredelijke lasten voor bepaalde operatoren of niet? Zo ja, voor welke, en in welke grootteorde?

12.02 Minister Alexander De Croo: Naar aanleiding van een vraag tot compensatie van de nettokosten van het sociaal tarief vanaf 2005 schreef het BIPT een openbare aanbesteding uit.

De overheidsopdracht werd toegekend aan het adviesbureau Analysys Mason, bijgestaan door het advocatenkantoor Deprevernet, en ging van start in juli 2012.

Het BIPT betaalde tot nu 257 000 euro, exclusief btw, aan consultancykosten.

In navolging van het stappenmechanisme, ingeschreven in artikel 74/1 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, bestaat de opdracht van Analysys Mason uit verschillende stappen.

Ten eerste moeten de mogelijke onredelijke lasten voor de jaren 2005 tot 2012 worden geëvalueerd.

Ten tweede, indien de eerste fase positief wordt beantwoord, volgt de berekening van de eigenlijke nettokosten voor elke operator afzonderlijk. De procedure werd echter opgeschort, omdat de aanbieder in kwestie zijn verzoek om compensatie heeft ingetrokken. In de huidige stand van zaken kan ik u dan ook geen resultaten meedelen.

12.03 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, u stelt dat Belgacom, de grootste operator met het grootste aantal sociale tarieven, aan het einde van de studie zijn verzoek heeft ingetrokken. Daar moeten wij een conclusie aan verbinden. Als Belgacom zijn verzoek intrekt, neem ik aan dat de operator er nu geen recht meer op zal krijgen en er nooit nog recht op zal krijgen. Wij kunnen niet toelaten dat Belgacom zijn verzoek nu intrekt, en later opnieuw komt aankloppen. Dat zou al te gek zijn. Ik neem aan dat de intrekking definitief is. Misschien kunt u daarover nog iets meer duidelijkheid geven.

Voorts vind ik het ook bijzonder vreemd dat Belgacom met onze voeten zou hebben gespeeld voor een kostprijs van 250 000 euro. Dat zou ik schandig vinden.

12.04 Minister Alexander De Croo: Ik wil hier graag twee elementen aan toevoegen. Ten eerste, als een operator zijn vraag wilt intrekken, dan is dat zijn goed recht. Meer kan ik daar niet over zeggen. Bovendien wordt het BIPT door de sector gefinancierd, niet door ons. Is de studie al dan niet terecht geweest? Daar valt van alles over te zeggen, maar men kan niet impliciet zeggen dat de overheid schade zou hebben opgelopen. Het BIPT wordt gefinancierd door de sector, niet door ons.

12.05 Peter Dedecker (N-VA): Wie is de sector? Dat zijn de verschillende telecomoperatoren, alle telecomklanten in ons land en eigenlijk ook elke burger. In wezen komt het neer op elke burger. Belgacom heeft dus voor 250 000 euro met de voeten van alle burgers gespeeld. Dat vind ik toch een zeer vreemde vaststelling.

Aangezien het verzoek is ingetrokken, neem ik aan dat de studie definitief is. Is daar iets van bekendgemaakt? Ik neem aan dat de intrekking definitief is. Belgacom moet achteraf niet meer komen aankloppen.

12.06 Minister Alexander De Croo: Ik kan alleen maar vaststellen dat het proces is stilgelegd.

12.07 Peter Dedecker (N-VA): Ik neem aan dat dit definitief is.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

13 Question de M. Laurent Devin au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les heures d'ouverture des bureaux de poste" (n° 5227)

13 Vraag van de heer Laurent Devin aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de openingsuren van de postkantoren" (nr. 5227)

13.01 Laurent Devin (PS): Monsieur le vice-premier ministre, bpost a récemment décidé d'aménager les heures d'ouverture de certains de ses bureaux. Depuis le 1^{er} juin, certains bureaux appliquent déjà les nouveaux horaires: ils seront ouverts plus tard le soir jusqu'à 18 h 00 et ouvriront seulement à partir de 9 h 30, afin de compenser le temps d'ouverture ajouté en fin de journée.

D'après les informations parues dans la presse, seuls les bureaux de poste dans les grandes villes continueront à ouvrir à partir de 9 h 00. Les raisons évoquées par bpost pour défendre ce changement sont que ces heures d'ouverture correspondent mieux aux besoins du client.

Monsieur le vice-premier ministre, sur quelle étude se base bpost pour affirmer que ces heures d'ouverture correspondent davantage à la demande des clients? Que pensent les partenaires sociaux de cette modification d'horaire? Quelle est votre position? Existe-t-il un accord avec les partenaires sociaux pour l'application concrète de ces nouveaux horaires? Quels sont les résultats espérés d'un tel changement?

13.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur Devin, bpost m'informe que l'entreprise organise régulièrement des enquêtes sur les besoins des clients. Cette recherche montre que l'accessibilité des bureaux de poste, en particulier les heures d'ouverture, est un des principaux leviers pour la satisfaction des clients.

Il apparaît également que les attentes en la matière ont fortement évolué. À la suite du succès croissant de l'e-commerce et de son impact sur le volume des paquets, bpost doit réagir rapidement et de manière appropriée. L'ajout d'une deuxième ouverture tardive en plus de celle existant déjà et l'élargissement des heures d'ouverture le samedi augmentent sensiblement le niveau des services. Le client peut désormais se rendre dans son bureau de poste trois jours sur six en dehors des heures d'ouverture habituelles.

L'adaptation des heures d'ouverture des bureaux de poste a fait l'objet d'une procédure de concertation, qui ne nécessite pas un accord des partenaires sociaux. Les partenaires sociaux ont formulé leurs remarques et l'entreprise y a répondu. Cette opération vise l'augmentation de la satisfaction des clients.

13.03 Laurent Devin (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

14 Question de M. Laurent Devin au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le développement du service City Logistics" (n° 5228)

14 Vraag van de heer Laurent Devin aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de ontwikkeling van de dienst City Logistics" (nr. 5228)

14.01 Laurent Devin (PS): Madame la présidente, monsieur le vice-premier ministre, afin de désengorger les centres-villes, bpost propose d'assurer des livraisons dans le centre de trois grandes villes du pays: Anvers, Bruxelles et Hasselt. City Logistics, qui proposait anciennement ce service à Anvers a fusionné avec City Depot, présent à Hasselt et Bruxelles. Les camions peuvent ainsi déposer leurs marchandises dans un centre de dépôt à l'entrée des grandes villes et éviter le trafic important dans les villes aux heures de pointe. La livraison est ensuite assurée par des véhicules de plus petite taille vers le centre-ville.

L'entreprise publique a lancé ce projet dans le but de diminuer les embouteillages, de réduire les coûts pour les transporteurs et d'avoir ainsi un impact positif sur l'environnement en faisant diminuer la pollution.

Monsieur le vice-premier ministre, le projet City Depot/City Logistics est désormais en place depuis plusieurs mois. Pouvez-vous nous donner les premiers résultats de cette initiative? A-t-on pu mesurer un impact sur la circulation au sein de ces villes?

Actuellement, seules trois grandes villes belges profitent de ce nouveau service offert par bpost. Va-t-il être étendu à d'autres villes? Si oui, lesquelles? Quel est l'agenda prévu pour ce lancement?

14.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur Devin, la société bpost veut développer ses activités en matière de distribution urbaine. La première société à proposer une solution alternative en matière de distribution urbaine était City Depot, créée en 2011, qui développait ses activités à Hasselt puis à Bruxelles. En 2014, bpost a suivi avec City Logistics, un service comparable offert à Anvers.

Pour intensifier davantage cette offre de services, bpost et City Depot ont créé ensemble City Depot SA en mai 2015. L'ambition est de devenir le leader de la distribution urbaine en Belgique. Bpost devient l'actionnaire principal de City Depot SA.

La multiplication des transports urbains constitue une menace croissante pour la mobilité à l'entrée et au cœur des agglomérations. Avec City Depot, les transporteurs devant effectuer des livraisons dans le centre-ville peuvent décharger leurs marchandises dans un dépôt spécialement équipé à cet effet, situé à la limite de la ville. Ensuite, City Depot assure le même jour les livraisons groupées chez les destinataires finaux avec ses propres véhicules.

Les résultats sont positifs. Selon une étude "Avant/Après", pendant la phase des tests à Anvers en 2014, il ressort que le nombre de kilomètres parcourus, et par conséquent les émissions de gaz carbonique, ont pu être réduits de plus de 30 %.

À l'heure actuelle, City Depot offre ses services à Bruxelles, Anvers et Hasselt et déploiera ses activités à

Gand cette année encore. En outre, il y a des entretiens exploratoires à Bruges, Charleroi, Liège et Namur.

14.03 Laurent Devin (PS): Monsieur le vice-premier ministre, je vous remercie de votre réponse précise. Quand auront lieu les implantations à Liège, Namur, Charleroi et Gand?

14.04 Alexander De Croo, ministre: On déploiera des activités à Gand cette année et il y a des entretiens exploratoires dans les villes que j'ai citées mais il n'y a pas de date.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

15 Question de M. Laurent Devin au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'évaluation du personnel en interne" (n° 5229)

15 Vraag van de heer Laurent Devin aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de interne personeelsbeoordeling" (nr. 5229)

15.01 Laurent Devin (PS): Monsieur le vice-premier ministre, bpost, comme toute entreprise, procède à des évaluations de son personnel. C'est d'ailleurs un *screening* de la sorte qui avait donné lieu à une restructuration et une réduction du personnel dans le cadre du plan Alpha. L'engagement, la motivation et les compétences du personnel sont certains des facteurs utilisés afin d'évaluer le personnel. Les communications à propos de ces *screenings* se font principalement en interne et restent relativement floues pour les organisations syndicales.

Monsieur le vice-premier ministre, comment se déroulent ces évaluations en interne? Pouvez-vous nous définir l'ensemble des critères évalués? Quel est le rôle des organisations représentant les travailleurs dans ces évaluations? Y a-t-il une communication adressée aux travailleurs et aux organisations syndicales avant l'évaluation?

15.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur Devin, bpost nous a fourni les informations relatives à vos questions.

Tout d'abord, bpost tient à souligner que le projet Alpha ne résulte ni d'un *screening* ni d'une nouvelle gestion du personnel. Il définit le futur modèle organisationnel des services centraux et des services de support. Selon l'entreprise, une nouvelle organisation est nécessaire pour s'assurer une place durable en tant qu'opérateur postal dans un environnement en pleine évolution. Le déclin des volumes de courrier exige de poursuivre sans relâche les efforts, malgré la croissance produite grâce aux paquets, nouveaux produits et solutions.

En février dernier, les résultats de cette analyse ont été présentés au comité paritaire de la société, ouvrant ainsi la voie à la concertation sociale. À cette occasion, la direction a annoncé son intention de mettre en place une nouvelle organisation des services de support, dans laquelle environ 320 fonctions seraient supprimées, tant du côté des employés que du management. La réorganisation projetée serait mise en œuvre graduellement. Chaque étape fera l'objet d'une procédure de concertation avec les syndicats, comme le prévoit le statut syndical de bpost.

Les nouvelles fonctions à pourvoir seront soumises à une sélection objective en termes de ressources humaines et d'entretiens de lignes. La description des fonctions et les critères de sélection font partie intégrante des matières discutées avec les représentants du personnel.

Enfin, des sessions d'information relatives à l'état d'avancement du projet sont régulièrement organisées à l'attention des membres du personnel.

15.03 Laurent Devin (PS): Monsieur le vice-premier ministre, pouvez-vous me préciser le chiffre exact?

15.04 Alexander De Croo, ministre: Il s'agit de 320.

15.05 Laurent Devin (PS): Je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

16 Question de M. Laurent Devin au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le statut des distributeurs auxiliaires chez bpost" (n° 5238)

16 Vraag van de heer Laurent Devin aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het statuut van de hulppostmannen bij bpost" (nr. 5238)

16.01 Laurent Devin (PS): Madame la présidente, monsieur le vice-premier ministre, au sein de bpost, le personnel est recruté sous différents statuts. Il existe des employés statutaires, des contractuels et des intérimaires. En 2009, bpost a créé un nouveau sous-statut, appelé "distributeur auxiliaire" (DA), qui concerne les facteurs et les trieurs. L'idée est qu'il existerait des tâches faciles et difficiles au sein de l'entreprise, et que les tâches faciles requerraient un statut différent.

Les DA ont un statut qui ne présente a priori pas les mêmes avantages que les contractuels, alors que sur le terrain, ils effectuent le même travail. On estime que des travailleurs arrivant au terme de leur contrat à durée déterminée et qui ont été contraints d'accepter des contrats DA ont ainsi perdu entre 200 à 300 euros par mois, les primes de fin d'année et leurs jours de congé. Pourtant, ils continuaient à effectuer les mêmes tâches qu'auparavant et ce, dans les mêmes services.

À ce sujet, monsieur le vice-premier ministre, j'aimerais vous adresser quelques questions.

Pouvez-vous nous donner le nombre de travailleurs de bpost qui sont statutaires, contractuels, intérimaires et DA?

Pouvez-vous nous lister les tâches considérées comme faciles et qui seraient reprises sous le statut mentionné DA?

Existe-il une volonté de bpost d'harmoniser le statut des travailleurs?

Des nouveaux statuts verront-ils le jour avec le nouveau contrat de gestion? Quelle est votre position à ce sujet?

16.02 Alexander De Croo, ministre: Madame la présidente, cher collègue, DA signifie donc "distributeur auxiliaire". Cela peut se dire en français.

Voici le nombre d'employés par catégorie fin avril 2015: un peu plus de 5 000 DA, un peu plus de 6 000 contractuels barémiques, un peu plus de 1 000 contractuels non barémiques, 13 000 statutaires et à peu près 6 000 intérimaires. Pour plus de facilité, je vous donne le document reprenant les chiffres exacts.

L'entreprise bpost fait remarquer que la création d'une nouvelle fonction a été abandonnée. En lieu et place, bpost a introduit de nouvelles conditions salariales, barèmes et autres avantages, conformément aux dispositions légales en vigueur et ce après avoir respecté la concertation sociale prévue dans les statuts de bpost.

La réglementation DA adoptée en commission paritaire de bpost comprend l'ensemble des conditions salariales applicables à partir du 1^{er} janvier 2010 aux travailleurs engagés par bpost sous contrat de travail à partir de cette date pour effectuer des fonctions comme agent de poste (distribution, enlèvement, tri) ou comme chauffeur.

Cette mesure fait partie de la politique de l'entreprise pour gérer rigoureusement ses coûts opérationnels, en particulier sa masse salariale, en réponse aux défis auxquels fait face l'entreprise: la concurrence croissante pour un grand nombre de ses produits et services, l'ouverture du marché postal, la baisse des volumes de courrier et le succès croissant du courrier électronique.

16.03 Laurent Devin (PS): Madame la présidente, je vous remercie de m'avoir permis de poser toutes mes questions. Monsieur le vice-premier ministre, je vous remercie d'y avoir apporté toutes les réponses et toute la clarté.

Cela vous surprendra peut-être mais je tiens à apporter un commentaire très positif. Avec mon collègue, Philippe Blanchart, nous avons visité, voici deux semaines, les centres de distribution de Beaumont, dans ma région, ainsi que le centre de tri et de distribution de Charleroi. Nous avons été remarquablement reçus. En toute transparence, nous avons pu visiter l'ensemble. Plus j'avance dans la matière, plus je me dis que c'est un fleuron de l'État. Je n'irai pas plus loin.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 16.59 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.59 uur.